

PricewaterhouseCoopers Inc.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 2800
Montréal (Québec)
Canada H3B 2G4
Téléphone +1 (514) 205 5000
Télec. direct +1 (514) 205 5694

Province de QUÉBEC
District de Québec
N° Division : 08 – Joliette
N° Cour : 705-11-007603-104
N° Dossier : 41-342506

COUR SUPÉRIEURE
« Chambre commerciale »

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE :

LOCATION BRISTAR IDEALEASE INC., personne morale légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au 301, chemin Lavaltrie, dans la ville de Lavaltrie, dans la province de Québec, J5T 3J4.

COMPAGNIE DÉBITRICE

- et -

PRICEWATERHOUSECOOPERS INC.,

SYNDIC

**AVIS DE LA FAILLITE ET DE LA
PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS**
(paragraphe 102(1) de la Loi)

Avis est donné de ce qui suit :

1. Location Bristar Idealease inc. a déposé une cession le 4 juin 2010, et la soussignée, PricewaterhouseCoopers inc. (Claudio Filippone, CA, CIRP, responsable de l'actif), a été nommée syndic de l'actif de la faillie par le Séquestre officiel, sous réserve de la confirmation par les créanciers de sa nomination ou de la nomination par ceux-ci d'un syndic de remplacement.
2. La première assemblée des créanciers de la faillie sera tenue le 23 juin 2010, à 15 h, au bureau du Surintendant des faillites au 5, Place Ville-Marie, 8^e étage, Montréal (Québec).
3. Pour avoir le droit de voter à l'assemblée, chaque créancier doit déposer à mon intention avant l'assemblée une preuve de réclamation et, au besoin, une procuration.
4. Sont joints au présent avis un formulaire de preuve de réclamation, un formulaire de procuration et une liste des créanciers dont les réclamations se chiffrent à 25 \$ ou plus ainsi que le montant de leurs réclamations.
5. Les créanciers doivent prouver leurs réclamations à l'égard de l'actif de la faillie pour avoir droit de partage dans la distribution des montants réalisés provenant de l'actif.

Daté le 10^e jour de juin 2010, à Montréal.

PRICEWATERHOUSECOOPERS INC.
SYNDIC

Claudio Filippone, CA, CIRP
Responsable de l'actif

PricewaterhouseCoopers Inc.
1250 René-Lévesque Boulevard West
Suite 2800
Montréal, Quebec
Canada H3B 2G4
Telephone +1 (514) 205 5000
Direct Fax +1 (514) 205 5694

Province of QUEBEC
District of Quebec
Division N°: 08 – Joliette
Court N°: 705-11-007603-104
Estate N° : 41-342506

SUPERIOR COURT
"Commercial Division"

IN THE MATTER OF THE BANKRUPTCY OF:

LOCATION BRISTAR IDEALEASE INC., a body
duly incorporated according to law, having its principal
place of business at 301 Chemin Lavaltrie, in the City
of Lavaltrie, District of Quebec, Province of Quebec,
J5T 3J4.

DEBTOR

- and -

PRICEWATERHOUSECOOPERS INC.

TRUSTEE

NOTICE OF BANKRUPTCY AND FIRST MEETING OF CREDITORS
(Subsection 102(1) of the Act)

Take notice that:

1. Location Bristar Idealease Inc. filed an assignment on the 4th day of June, 2010, and the undersigned, PricewaterhouseCoopers Inc. (Claudio Filippone, CA, CIRP, trustee in charge), was appointed as trustee of the estate of the bankrupt by the Official Receiver, subject to affirmation by the creditors of the trustee's appointment or substitution of another trustee by the creditors.
2. The first meeting of creditors of the bankrupt will be held on June 23rd, 2010, at 3:00 P.M. at the office of the Superintendent of Bankruptcy, at 5 Place Ville-Marie, 8th Floor, Montreal (Quebec).
3. To be entitled to vote at the meeting, a creditor must lodge with the trustee, before the meeting, a proof of claim and, where necessary, a proxy.
4. Enclosed with this notice is a proof of claim form, proxy form and list of creditors with claims amounting to \$25 or more showing the amounts of their claims.
5. Creditors must prove their claims against the estate of the bankrupt in order to share in any distribution of the proceeds realized from the estate.

Dated at Montreal, this 10th day of June, 2010.

PRICEWATERHOUSECOOPERS INC.
TRUSTEE

Claudio Filippone, CA, CIRP
Trustee in charge of the estate

District de: Québec
No division: 01 - Montreal
No cour:
No dossier:

☒ original ☐ modifié

-- FORMULAIRE 78 --
Bilan - faillite d'entreprise déposée par une entité
(paragraphe 49(2), alinéa 158d) et paragraphes 50(2) et 62(1) de la Loi

Dans l'affaire de la faillite de
Location Bristar Idealease inc.
personne morale, légalement constituée, ayant sa principale
place d'affaires au 301 chemin Lavaltrie, dans la ville de
Lavaltrie, district de Joliette, province de Québec, J5T 3J4.

Au failli

Vous êtes tenu de remplir avec soin et exactitude ce formulaire et les annexes applicables indiquant la situation de vos affaires à la date de faillite le 3 juin 2010.
Une fois complète, ce formulaire et les listes annexées, constituent votre bilan, qui doit être vérifié sous serment ou par une déclaration solennelle.

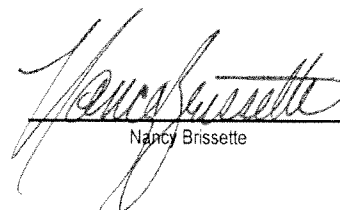
PASSIF (Tel que déclaré et estimé par l'officier)	
1. Créanciers non garantis: voir liste "A"	0,00
Equilibre de réclamations non garantis: voir liste "A"	7 100 965,00
Créanciers non garantis total	7 100 965,00
2. Créanciers garantis: voir liste "B"	1,00
3. Créanciers privilégiés: voir liste "C"	0,00
4. Dettes éventuelles, réclamations de fiducie ou autres (voir liste D)pouvant être réclamées pour une somme de	0,00
Total du passif	7 100 966,00
Surplus	NIL

ACTIF (Tel que déclaré et estimé par l'officier)	
1. Inventaire	0,00
2. Aménagements	0,00
3. Comptes à recevoir et autres créances: voir liste E	
Bonnes	0,00
Douteuses	0,00
Mauvaises	0,00
Estimation des créances qui peuvent être réalisées	0,00
4. Lettres de change, billets à ordre, etc., voir liste F	0,00
5. Dépôts en institutions financières	0,00
6. Espèces	0,00
7. Bétail	0,00
8. Machines, outillage et installation	0,00
9. Immeubles et biens réels: voir liste G	0,00
10. Ameublement	0,00
11. REER, FERR, Assurances-vie etc	0,00
12. Valeurs mobilières,(actions, obligations, débentures etc.	0,00
13. Droits en vertu de testaments	0,00
14. Véhicules	0,00
15. Autres biens: voir liste H	1,00
Si le failli est une personne morale, ajoutez:	
Montant du capital souscrit	0,00
Montant du capital payé	0,00
Solde souscrit et impayé	0,00
Estimation du solde qui peut être réalisé	0,00
Total de l'actif	1,00
Déficit	7 100 965,00

Je, Nancy Brissette, de St-Charles-Borromée en la province de Québec, étant dûment assermenté (ou ayant déclaré solennellement) déclare que le bilan qui suit et les listes annexées sont, à ma connaissance, un relevé complet, véridique et entier de mes affaires en ce 3 juin 2010, et indiquent au complet tous mes biens de quelque nature qu'ils soient, en ma possession et réversibles, tels que définis par la Loi.

ASSERMENTÉ (ou DÉCLARÉ SOLENNELLEMENT)
devant moi le 3 juin 2010
à Montreal en la province de Québec.

Gilles Gagnon, Commissaire à l'assermentation
pour la province de Québec
Expire le 29 mai 2010


Nancy Brissette

District de: Québec
No division: 01 - Montreal
No cour:
No dossier:

-- FORMULAIRE 78 -- Suite --

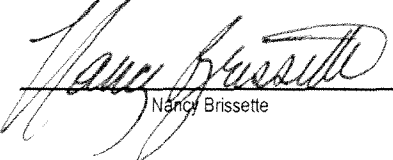
Liste "A"
Créanciers non garantis

Location Bristar Idealease inc.

No	Nom du créancier	Adresse	Réclamation non garantis	Équilibre de réclamations non garantis	Total réclamation
1	Alter Moneta	Bureau 270 2480 chemin Ste-Foy Ste-Foy QC G1V 1T6	0,00	1,00	1,00
2	Banque Laurentienne	special loans (Yves Belisle) 1981 av. McGill College - 16e étage Montreal QC H3A 3K3	0,00	100 000,00	100 000,00
3	Banque Royale du Canada	special loans (Anne-Marie David) 1 Place Ville-Marie - Mez. 1 Montreal QC H3C 3B5	0,00	50 000,00	50 000,00
4	CIT	..	0,00	1,00	1,00
5	Credit Bail RG	401 rue Chapon Beauport QC G1B 2R3	0,00	1,00	1,00
6	Financement d'équipement GE Canada SENC	Christopher Remkin 1250 boul. René-Lévesque O - bur.1100 Montreal QC H3B 4W8	0,00	6 950 962,00	6 950 962,00
7	Jean-Marc Brissette	67 Duceppe Notre-Dame-des-Prairies QC J6E 7Y8	0,00	0,00	0,00
Total:			0,00	7 100 965,00	7 100 965,00

03-juin-2010

Date


Nancy Brissette

District de: Québec
 No division: 01- Montreal
 No cour:
 No dossier:

-- FORMULAIRE 78 -- Suite --

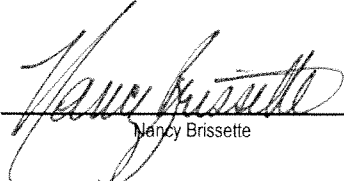
Liste "B"
 Créanciers garantis

Location Bristar Idealease inc.

No	Nom du créancier	Adresse	Montant de la réclamation	Détails de la garantie	Date de la garantie	Évaluation de la garantie	Surplus estimatif de la garantie	Solde non-garanti de la réclamation
1	Alter Moneta	Bureau 270 2480 chemin Ste-Foy Ste-Foy QC G1V 1T6	1,00	Autre - Investissement net dans contrats de location	31-déc-2006	0,00		1,00
2	Banque Laurentienne	special loans (Yves Belisle) 1981av McGill College -16e étage Montréal QC H3A 3K3	100 000,00	Autre - Investissement net dans contrats de location	31-déc-2006	0,00		100 000,00
3	Banque Royale du Canada	special loans (Anne-Marie David) 1 Place Ville-Marie - Mez.1 Montréal QC H3C 3B5	50 000,00	Autre - Investissement net dans contrats de location	31-déc-2006	0,00		50 000,00
4	CIT	,	1,00	Autre - Investissement net dans contrats de location	31-déc-2006	0,00		1,00
5	Credit Bail RG	401rue Chapon Beauport QC G1B 2R3	1,00	Autre - Investissement net dans contrats de location	31-déc-2006	0,00		1,00
6	Financement d'équipement GE Canada SENC	Christopher Remkin 1250 boul. René-Lévesque O - bur.1100 Montréal QC H3B 4W8	6 950 963,00	Autre - Investissement net dans contrats de location	31-déc-2006	1,00		6 950 962,00
Total:			7 100 966,00			1,00	0,00	7 100 965,00

03-juin-2010

Date


 Nancy Brissette

PREUVE DE RÉCLAMATION

(voir instructions à la page 3)

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE LOCATION BRISTAR IDEALEASE INC., (ci-après désigné par « débiteur »)

et de la réclamation de _____, (ci-après désigné par « créancier »).

Expédier tout avis ou toute correspondance concernant la présente réclamation à l'adresse suivante :

_____ (nom du créancier)

_____ (numéro et rue)

_____ (ville, province, pays, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

Adresse électronique : _____

Je, _____ résidant dans la ville de _____
(nom du représentant du créancier, signataire de la preuve de réclamation)

dans la province de _____, certifie ce qui suit :

Si vous êtes un représentant de la compagnie précisez le poste ou la fonction

- 1.
- ☐
- Je suis le créancier du débiteur ou
- ☐
- Je suis _____ du créancier.
-
- (poste ou fonction)

L'état de compte ou l'affidavit annexé doit faire mention des pièces justificatives ou de toute autre preuve à l'appui de la réclamation.

2. Je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par le présent formulaire.
-
3. Le débiteur était, à la date de la faillite, (ou à la date de mise sous séquestre ou, s'il s'agit d'une proposition, à la date du dépôt de l'avis d'intention ou, à défaut, de la proposition) soit le _____ jour de _____, endetté envers le créancier et l'est toujours pour une somme de _____ \$, comme l'indique l'état de compte (ou l'affidavit) ci-annexé et désigné comme l'annexe A, après déduction du montant de toute créance compensatoire à laquelle le débiteur a droit.

Cochez la catégorie qui s'applique et remplissez les parties requises.

4. A
- ☐
- Réclamation non garantie au montant de _____ \$,**
-
- en ce qui concerne cette créance, je détiens aucun avoir du débiteur à titre de garantie et

Indiquez sur une feuille annexée les renseignements à l'appui de la réclamation prioritaire.

- (i)
- ☐
- pour le montant de _____ \$, je ne revendique aucun droit à un rang prioritaire;
-
- ou
-
- (ii)
- ☐
- pour le montant de _____ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'article 136 de la Loi.

Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.

- B
- ☐
- Réclamation du locateur suite à la résiliation d'un bail, au montant de _____ \$,**
-
- j'ai une réclamation en vertu du paragraphe 65.2(4) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après :

Donnez des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que vous lui attribuez, et annexe une copie des documents s'y rapportant

- C
- ☐
- Réclamation garantie au montant de _____ \$,**
-
- en ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des avoirs du débiteur à titre de garantie, dont la valeur estimative s'élève à _____ \$ et dont les détails sont mentionnés ci-après :

Veuillez joindre une copie de l'acte de vente et des reçus de livraison.

- D
- ☐
- Réclamation d'un agriculteur, d'un pêcheur ou d'un aquiculteur au montant de _____ \$,**
-
- j'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.2(1) de la Loi pour la somme impayée de _____ \$.

Donnez tous les détails de la réclamation d'un salarié, y compris les calculs s'y rapportant.

- E
- ☐
- Réclamation d'un salarié au montant de _____ \$**
-
- (i)
- ☐
- j'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.3(8) de la Loi au montant de _____ \$,
-
- ou
-
- (ii)
- ☐
- j'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.4(8) de la Loi au montant de _____ \$.

Donnez tous les détails de la réclamation d'un employé, y compris les calculs s'y rapportant.

- F
- ☐
- Réclamation d'un employé relative au régime de pension au montant de _____ \$,**
-
- (i)
- ☐
- j'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.5 de la Loi au montant de _____ \$,
-
- ou
-
- (ii)
- ☐
- j'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.6 de la Loi au montant de _____ \$.

À compléter lorsque la proposition vise une transaction quant à la réclamation contre les administrateurs et donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.

- G
- ☐
- Réclamation contre les administrateurs au montant de _____ \$,**
-
- j'ai une réclamation en vertu du paragraphe 50(13) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après :

Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.

- H
- ☐
- Réclamation d'un client d'un courtier en valeurs mobilières failli au montant de _____ \$,**
-
- j'ai une réclamation en tant que client en conformité avec l'article 262 de la Loi pour des capitaux nets, dont les détails sont mentionnés ci-après :

Veuillez choisir la formulation qui s'applique à votre situation en barrant la portion non désirée.

5. Au meilleur de ma connaissance, le créancier
- est lié/n'est pas lié*
- au débiteur selon l'article 4 de la Loi et le créancier surnommé
- a/n'a pas*
- un lien de dépendance avec le débiteur.

H ☐ **Claim of a customer of a bankrupt securities firm of \$ _____**
I hereby make a claim as a customer for net equity as contemplated by section 262 of the Act,
particulars of which are as follows:

Donnez les détails des paiements, des crédits et des opérations sous-évaluées.

6. Les montants suivants constituent les paiements que j'ai reçus du débiteur et les crédits que j'ai attribués à celui-ci et les opérations sous-évaluées selon le paragraphe 2(1) de la Loi auxquelles j'ai contribué ou été partie intéressée au cours des trois mois (ou, si le créancier et le débiteur sont des « personnes liées » au sens du paragraphe 4(2) de la Loi ou ont un lien de dépendance, au cours des douze mois.) précédant immédiatement l'ouverture de la faillite, tel que défini à l'article 2 de la Loi :

Applicable seulement dans le cas de la faillite d'une personne physique

7. ☐ Je demande qu'une copie du rapport complété par le syndic quant à la demande de libération du failli, en conformité avec le paragraphe 170 (1) de la Loi, me soit expédiée à l'adresse ci-haut mentionnée.

8. Daté le _____, 20____, à _____

Le formulaire doit être signé en présence d'un témoin

Témoin

Créancier (signature du représentant du créancier)

Notes :

Toute référence à la « Loi » réfère à la Loi sur la Faillite et l'insolvabilité.

Si un affidavit est joint au présent formulaire, il doit avoir été fait devant une personne autorisée à recevoir des affidavits.

Lorsqu'une copie du présent avis est envoyée par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

Avertissement :

Le syndic peut, en vertu du paragraphe 128(3) de la Loi, racheter une garantie sur paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie telle qu'elle a été fixée par le créancier garanti dans la preuve de garantie.

Le paragraphe 201(1) de la Loi prévoit l'imposition de peines sévères en cas de présentation de réclamations, de preuves, de déclarations ou d'états de compte qui sont faux.

Pour toute question ou renseignement supplémentaire, n'hésitez pas à nous écrire ou à téléphoner au bureau du syndic.

PRICEWATERHOUSECOOPERS INC.

1250, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 2800

Montréal (Québec) H3B 2G4

Téléphone : (514) 205-5000 - Télécopieur : (514) 205-5694

PROCURATION GÉNÉRALE

(avec pouvoir de substitution)

Dans l'affaire de la faillite ou proposition du débiteur, je _____ de _____.

(nom du créancier)

(nom du village ou de la ville)

nomme _____ de _____ mon fondé de pouvoir à tous égards dans

l'affaire susmentionnée, sauf la perception de dividendes, celui-ci étant habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place.

Daté à _____, ce _____ e jour de _____, 20_____.

Nom et titre du signataire autorisé (print)

Témoin

Par :

Signature

Strike out "is" or "is not"

Provide details of payments, credits and transfers at undervalue.

5. To the best of my knowledge, the creditor is/is not related to the debtor within the meaning of section 4 of the Act, and has/has not dealt with the debtor in a non-arm's-length manner.
6. The following are the payments that the creditor has received from, the credits that I have allowed to, and the transfers at undervalue within the meaning of subsection 2(1) of the Act that I have been privy to as a party to with the debtor within the three months (or, if the creditor and the debtor are related within the meaning of section 4 of the Act or were not dealing with each other at arm's length, within the 12 months) immediately before the date of the initial bankruptcy event within the meaning of section 2(1) of the Act:

Applicable only in the case of the bankruptcy of an individual

7. ☐ I request that a copy of the report filed by the trustee regarding the bankrupt's application for discharge pursuant to subsection 170(1) of the Act be sent to the above address.

8. Dated at _____, this _____ day of _____, 20_____

Must be signed and witnessed

Witness

(signature of individual completing this form)

Notes: All references to "the Act" refer to the Bankruptcy and Insolvency Act.
If an affidavit or solemn declaration is attached, it must have been made before a person qualified to take affidavits or solemn declarations.
If a copy of this Form is sent electronically by means such as email, the name and contact information of the sender, prescribed in Form 1.1, must be added at the end of the document.

Warning: A trustee may, pursuant to subsection 128(3) of the Act, redeem a security on payment to the secured creditor of the debt or the value of the security as assessed, in a proof of security, by the secured creditor.
Subsection 201(1) of the Act provides severe penalties for making any false claim, proof, declaration or statement of account.

If there are any questions in completing the proof of claim, please write or call the office of the trustee.

PRICEWATERHOUSECOOPERS INC.

1250, Blvd René-Lévesque West, Suite 2800
Montreal (Quebec) H3B 2G4
Telephone : (514) 205-5000 - Fax : (514) 205-5694

GENERAL PROXY

(with power of substitution)

I, _____, of _____, a creditor in the above matter,
(name of creditor) (name of town or city)

hereby appoint _____, of _____, to be my proxy

holder in the above matter, except as to the receipt of dividends, with (or without) power to appoint another proxy holder in his or her place.

Dated at _____, this _____ day of _____, 20_____.

Name of creditor (print)

Witness

Per:

Signature

Instructions afin de compléter la preuve de réclamation :

Les créanciers doivent prouver leur réclamation à l'égard de l'actif du créancier pour avoir droit de partage dans la distribution des montants réalisés provenant de l'actif. De plus, les réclamations incorrectement complétées seront retournées.

Lorsque vous complétez votre preuve de réclamation, une attention toute spéciale doit être portée aux notes en marge du formulaire et aux instructions suivantes :

Preuve de réclamation :

1. La preuve de réclamation doit être remplie et signée par un individu et non une compagnie. Si le signataire de la preuve de réclamation n'est pas le créancier lui-même, il doit préciser son poste ou sa fonction au sein de la compagnie (tel que « *directeur du crédit* », « *contrôleur* », « *agent autorisé* », etc.).
2. La personne qui signe le formulaire doit connaître les faits entourant la réclamation.
3. Le nom du créancier et la date de la faillite doivent être indiqués dans le formulaire. Un état de compte détaillé doit accompagner la réclamation et être identifié « *Annexe A* ». La date à laquelle la somme due est calculée et le nom exact du créancier doivent apparaître sur l'état de compte.
4. La nature de la réclamation doit être indiquée en cochant la case appropriée, c'est-à-dire que lorsque vous cochez la case :
 - A vous indiquez que la réclamation est non garantie;
 - A(i) vous indiquez que vous ne revendiquez aucune priorité;
 - A(ii) vous indiquez que vous réclamez une priorité en vertu de l'article 136 de la Loi. Vous devez fournir la preuve de cette priorité avec les pièces justificatives appropriées;
 - B vous indiquez que la réclamation du locateur fait suite à la résiliation du bail en vertu de l'article 65.2(4) de la Loi. Les pièces justificatives appropriées doivent être annexées à la réclamation.
 - C vous indiquez que la réclamation est garantie et vous y inscrivez la valeur estimative des sûretés détenues. Sur des annexes séparées, donnez les détails de chacune des garanties détenues et joignez une copie des documents en question;
 - D vous indiquez que le créancier est un fermier, un pêcheur ou un aquiculteur ayant livré des biens dans les quinze jours précédant la date de mise sous séquestre ou de faillite et que lesdits biens n'ont pas été payés;
 - E vous indiquez que le créancier est un ancien employé du débiteur;
 - E(i) la réclamation d'un commis, préposé, voyageur de commerce, journalier ou ouvrier pour salaires impayés, commissions ou toute autre somme due par un failli pour services rendus dans la période débutant la journée qui est six mois précédent la date d'ouverture de la faillite et se terminant à la date de la faillite jusqu'à concurrence de deux mille dollars – déduction fait de tout montant payé par le syndic ou le séquestre pour ces services – par garantie sur les actifs à court terme à la date de la faillite;
 - E(ii) la réclamation d'un commis, préposé, voyageur de commerce, journalier ou ouvrier pour salaires impayés, commissions ou toute autre somme due par une personne qui est sujet à une mise sous séquestre pour services rendus durant les six mois précédent la première journée où il y eu un séquestre en regard à la personne, jusqu'à concurrence de deux mille dollars – déduction fait de tout montant payé par le séquestre ou le syndic pour ces services – par garantie sur les actifs à court terme qui sont en possession ou sous le contrôle du séquestre;
 - F vous indiquez si votre réclamation est celle d'un employé relatif au régime de pension en vertu des paragraphes 81.5 et 81.6 de la Loi. Veuillez annexer tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.
 - G vous indiquez si votre réclamation est contre un administrateur en vertu du paragraphe 50(13) de la Loi. Cette situation s'applique uniquement dans un contexte de proposition prévoyant une telle disposition à l'encontre des administrateurs. Veuillez annexer tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.
 - H (s'applique seulement dans le cas de faillite de courtier en valeurs mobilières) vous indiquez que le créancier est un client du courtier en valeurs mobilières failli.
5. Le créancier doit indiquer s'il est -- ou n'est pas -- lié au débiteur, au sens de la définition de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité. Il doit rayer la mention qui est sans effet. La section 4 de la Loi stipule ce qui suit : si le créancier est lié par le sang ou le mariage du débiteur, il est considéré être lié au débiteur. Si le débiteur est une compagnie, le créancier sera lié s'il est un actionnaire du débiteur ou si le créancier est contrôlé par les mêmes actionnaires que le débiteur.
6. Le créancier doit fournir une liste détaillée de tous les paiements reçus et/ou crédits accordés pendant la période indiquée. En laissant cet espace en blanc, il est présumé qu'il n'y a eu aucun paiement, ni crédit.
7. Cette section s'applique uniquement dans le cas d'une faillite personnelle; cochez la case selon le cas.
8. La personne qui signe le document doit indiquer le lieu et la date, et doit faire signer un témoin.

Procuration générale :

Si vous désirez donner une procuration, la formule de procuration doit être complétée et signée par le créancier; si le créancier est une compagnie, la formule de procuration doit être signée par un représentant autorisé (peut être une personne différente du signataire de la preuve de réclamation) et faire signer un témoin.

ENGLISH ON REVERSE

Instructions for completing proof of claim forms

Every creditor who does not prove his claim is not entitled to share in any distribution. Claims not completed correctly in every respect will be returned.

In completing the attached form, your attention is directed to the marginal notes on the form and to the following requirements:

Proof of Claim:

1. The form must be completed by an individual and not by a corporation. If you are acting for a corporation or other person, you must state the capacity in which you are acting, such as, "Credit Manager", "Treasurer", "Authorized Agent", etc.
2. The person signing the form must have knowledge of the circumstances connected with the claim.
3. The debtor's name and date of the bankruptcy must be filled in and a Statement of Account containing details of the claim must be attached and marked "A". The date at which claims are to be calculated and the correct name of the debtor may be found on the Notice sent to the creditor.
4. The nature of the claim must be indicated by ticking the type of claim which applies, e.g.-
 - Ticking A indicates the claim is unsecured and
 - Ticking A(i) indicates that the creditor is not claiming any priority or
 - Ticking A(ii) indicates the creditor is claiming preferred status under section 136 of the Act. Details to support the priority claim must be set out on an attached schedule.
 - Ticking B indicates a claim of landlord for disclaimer of a lease under subsection 65.2(4) of the Act. Details to support this claim must be set out on an attached schedule.
 - Ticking C indicates the claim is secured and the value at which the creditor assesses the security must be inserted. Details of each item of security held should be attached as a separate schedule and submitted with a copy of the chattel mortgage, conditional sales contract, security agreement, etc.
 - Ticking D indicates that the creditor is a farmer, fisherman or aquaculturist who supplied goods within 15 days prior to the date of receivership or bankruptcy and has not yet been paid for those goods.
 - Ticking E indicating that the creditor is a former employee of the debtor.
 - Ticking E(i) The claim of a clerk, servant, travelling salesperson, labourer or worker who is owed wages, salaries, commissions or compensation by a bankrupt for services rendered during the period beginning on the day that is six months before the date of the initial bankruptcy event and ending on the date of the bankruptcy is secured, as of the date of the bankruptcy, to the extent of \$2,000 — less any amount paid for those services by the trustee or by a receiver — by security on the bankrupt's current assets on the date of the bankruptcy.
 - Ticking E(ii) The claim of a clerk, servant, travelling salesperson, labourer or worker who is owed wages, salaries, commissions or compensation by a person who is subject to a receivership for services rendered during the six months before the first day on which there was a receiver in relation to the person is secured, as of that day, to the extent of \$2,000 — less any amount paid for those services by a receiver or trustee — by security on the person's current assets that are in the possession or under the control of the receiver.
 - Ticking F indicates the claim by employee for unpaid amount regarding pension plan under subsection 81.5 and 81.6 of the Act. Details to support this claim must be set out on an attached schedule.
 - Ticking G indicates the claim is against a director under subsection 50(13) of the Act. It is applicable only in the case of a proposal which provides for the compromise of claims against directors. Details to support this claim must be set out on an attached schedule.
 - Ticking H (applies only to bankruptcies of security firms) indicating that the creditor is a customer of the bankrupt securities firm.
5. The person signing the form must indicate (by striking out "is" or "is not") whether the creditor and the debtor are related. Section 4 of the Act defines persons related to a debtor. If the creditor is related by blood or marriage to the debtor, the creditor should consider itself to be a related person. If the debtor is a corporation, a creditor would be related if it was a shareholder or if the creditor was controlled by the same shareholders as the debtor.
6. The person signing the form must provide full details of all payments and credits received from or allowed to the debtor during the period indicated. Leaving a blank will indicate that there were no such payments and credits.
7. In the case of the bankruptcy of an individual, tick one or more of the three boxes in No. 7 as appropriate.
8. The person signing the form must insert the place and date and the signature must be witnessed.

General Proxy:

If it is desired to appoint a proxy, the proxy form must be completed and signed by the creditor; if the creditor is a corporation, the proxy form must be signed in the corporate name (not necessarily by the individual signing the proof of claim form) and the proxy must be witnessed.

FRANÇAIS AU DOS